

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

**Revue indépendante de la conformité de
la passation des marchés des Autorités
contractantes du Groupe II (Gestion 2014)**

**Agence Nationale de la Recherche Scientifique
Appliquée (ANRSA)**

RAPPORT DEFINITIF

Août 2015



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	:	Autorité contractante
ARMP	:	Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	:	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	:	Appel d'Offres Ouvert
AOR	:	Appel d'Offres Restreint
CM	:	Commission des Marchés
CCAG	:	Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	:	Agent Comptable Particulier
CMP	:	Code des Marchés Publics
CPM	:	Cellule de Passation des Marchés
CRD	:	Comité de Règlement des Différends
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	:	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	:	Demande de Renseignement et de Prix
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
PV	:	Procès verbal
PPM	:	Plan de Passation des Marchés
PI	:	Prestations Intellectuelles
TDR	:	Termes de référence
UEMOA	:	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	:	Non applicable

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2014, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant l'Agence nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ANRSA). Ce rapport tient compte de la réponse n°000355/ANRSA/DG/bdt de l'ANRSA reçue par courrier le 25 août 2015.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2014 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Obligations de l'Administration, les décrets 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des Marchés publics et 2014-1212 du 22 septembre 2014 et leurs textes d'application.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2014, l'Agence nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ANRSA) a conclu treize (13) marchés par la procédure de demande de renseignements et de prix selon la liste communiquée par la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de 165 941 766 F CFA. Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité en analysant les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière de l'Agence. A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par l'Agence.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur 4 dossiers représentant **52,14%** du montant global des marchés.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

Mode de passation	ANRSA				
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Scoop en volume/mode
DRP	13	165 941 766	04	86 517 600	
TOTAL	13	165 941 766	04	86 517 600	
Taux de couverture			30,77%	52,14%	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

- **LA NON PREPARATION ET TRANSMISSION DU RAPPORT ANNUEL** : le rapport annuel sur la passation des marchés destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la cellule de passation des marchés de l'ANRSA et encore moins transmis à la DCMP, en violation de l'article 143 du CMP;
- **DEFAUT DE PUBLICATION DES ATTRIBUTIONS DES MARCHES DE DRP** : nous avons constaté l'absence de transmission à la DCMP, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78.3b du décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- **DEFAUT D'INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES NON RETENUS DU REJET DE LEUR OFFRE** : au regard des pièces classées dans le dossier de marché, les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre, en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- **LA NON TENUE D'UN REGISTRE DES MARCHES** : l'ANRSA ne tient pas de registre des marchés et baux côté et paraphé, en violation de l'article 167 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant réglementation générale sur la comptabilité publique;
- **LA COMPTABILITE DES MATIERES EST A L'ETAT EMBRYONNAIRE** : le comptable des matières ne tient que des fiches d'entrée et de sortie. Il n'est tenu aucun registre des marchés, en violation des dispositions du décret n°0434 du 25 Mars 2007 ;
- **LES RAPPORTS D'EVALUATION DES OFFRES SONT TRES SOMMAIRES** : les évaluations sont faites uniquement sur la base d'une comparaison des prix, en violation des articles 59 et 70 du CMP ;
- **LE SYSTEME D'ARCHIVAGE EST INSUFFISANT** : nous avons constaté que les pièces de marché ne sont contenues que dans des sous-chemises.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

❖ EN CE QUI CONCERNE LES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)

Notre revue a porté sur les quatre DRP listées ci-dessous :

- ✚ Fourniture de consommables informatiques pour un montant de **7 837 560 F CFA** ;
La revue de ce marché a permis de constater la non indication dans le contrat du délai d'exécution.

Pour les trois DRP restants, hormis les constats d'ordre général, nous n'avons pas relevé de constats spécifiques. Il s'agit :

- ✚ Travaux d'aménagement d'espace à usage agricole pour un montant de **25 072 640 F CFA** ;

- + Sélection d'une agence spécialisée en organisation événementielle pour le SARIS d'un montant de **28 827 400 F CFA** ;
- + Acquisition de serres de culture d'un montant de **24 780 000 F CFA**.

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à l'inspection physique de deux (02) marchés pour un montant global de F CFA 49 852 640 détaillé au point 4.4 du présent rapport.

A l'issue de nos travaux, les principaux constats généraux peuvent être résumés comme suit :

- les spécifications techniques des marchés sont peu détaillées et ne permettent pas une bonne appréciation de la qualité des offres et un suivi technique des travaux;
- la procédure de passation de marché et le choix des candidats n'ont pas respecté les règles d'équité et de transparence ;
- la gestion technique et financière des marchés est déficiente. Les différences notées entre les cadres de devis quantitatifs et les travaux réalisés ne sont pas documentées.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette AC a concerné quatre (04) marchés de DRP, représentant 52% du montant total des dépenses. A l'exception des anomalies soulevées ci-dessus, nous n'avons pas d'observations particulières sur la passation et l'exécution des marchés au niveau de l'ANRSA. Les marchés examinés ont été estimés globalement conformes aux procédures de passation des marchés publics.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	8
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	10
2.1. LE CADRE JURIDIQUE.....	11
2.2. LE CADRE INSTITUTIONNEL.....	12
2.3 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	14
2.4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	14
3. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES.....	15
3.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	16
3.2. CONSIDERATION GENERALE DE LA MISSION	16
3.3. LA PHASE DE PRE AUDIT	16
3.4. PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	18
3.5. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	19
3.6. PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE	19
3.7. PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS.....	19
4. SYNTHESE DE LA REVUE	20
4.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION, ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES	21
4.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	23
4.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE.....	26
4.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)	26
4.5. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS.....	34
4.6. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES.....	36
5. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....	38
6. ANNEXES	40

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le

consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur ;
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2-1 LE CADRE JURIDIQUE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

LES DIRECTIVES :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

LES LOIS

- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009

LES DECRETS

- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics Décret 2011-1880 du 14 Novembre 2011 portant réglementation générale sur la comptabilité publique.

Il convient de rappeler qu'un nouveau décret, le décret 2014-1212 du 22 Septembre 2014 portant nouveau code des marchés publics, abroge pour compter de sa date d'entrée en vigueur le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011. Ses dispositions et ses arrêtés d'applications

régissent les marchés publics à compter de ladite date à l'exception des marchés notifiés antérieurement à cette date.

LES ARRETES

- Arrêté N°03193/ MEF/ du 07 Avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;
- Arrêté n°03193/ MEF/ du 07 Avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;
- Arrêté n°012782 du 26/12/2012 pris en application des dispositions de l'article 140.b) et 140.c) du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès- verbaux d'attribution provisoire de marché et à l'examen juridique et technique des projets de marché respectivement ;
- Arrêté n°012785 du 26/12/2012 pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure ;
- Arrêté n°012786 du 26/12/2012 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°012787 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012788 /PM/SGG du 26/12/2012 pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés publics et fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n°012789 du 26/12/2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012790 du 26/12/2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012791 du 26/12/2012 pris en application de l'article 114 du code des marchés publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

LES CIRCULAIRES

- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP.

LES DECISIONS

- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2-2 LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

2-2.1 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE

Les décrets 2011-1048 du 27 juillet 2011 et 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés publics distinguent les fonctions de contrôle de celles de régulation.

2.2.1.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

2.2.1.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.2.2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés ;
- le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés publics ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics.

2.2.2.2 LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté n°012786 du 26/12/2012 détermine la composition des Commissions des marchés et fixe le nombre de leurs membres. La Commission des marchés est chargée notamment de :

- recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou être des cadres moyens.

2-3 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

Avec l'avènement du Code des Marchés Publics de 2014, ses seuils ont été revus à la hausse et se chiffrent à compter du 22 septembre 2014 à :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics :

- 70 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres :

- 100 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du nouveau CMP).

2-4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

La procédure spécifique de demande de renseignement et de prix est régie par l'article 78 du décret portant CMP.

3. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

3.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les Termes de références, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

3.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Associé qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

3.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2014 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2014 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2014 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;

- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2014 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2014 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

3.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

3.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

3.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du Code des Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

3.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

3.4.1. L'ÉCHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

3.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants :

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

3.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

3.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

3.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous avons tenu une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

4. SYNTHESE DE LA REVUE

4.1 CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

L'Autorité contractante, en application des dispositions des articles 35, 36 du code des marchés et celles des arrêtés n° 012786, 012787 du 26 décembre 2012 relatives respectivement aux commissions de passation des marchés et aux cellules de passation des marchés publics a mis en place les outils nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution de ses marchés.

4.1.1 PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'ANRSA personne morale de droit public, est créée par le décret n° 2008-519 du 20 mai 2008, modifié par le décret n°2014-1187 du 19 septembre 2014.

4.1.1.1 MISSION DE L'AGENCE

Elle a pour mission, en concertation avec le Ministère chargé de la recherche scientifique et ses démembrements, de superviser et de coordonner, sur toute l'étendue du territoire, la recherche scientifique appliquée, en veillant à favoriser l'application des découvertes réalisées en recherche fondamentale dans le monde économique et notamment dans le monde agricole et industriel.

4.1.1.2. ORGANES DE L'AGENCE

L'Agence comprend deux organes : le Conseil de surveillance et la Direction générale

- ✓ le Conseil de surveillance
 - Il assure la supervision des activités de l'agence en application des orientations et de la politique de l'Etat définies dans le domaine d'activité de l'agence.
 - Il assiste, par ses avis et recommandations, le directeur général dans l'exercice de ses fonctions et attributions.
 - Il délibère et approuve, entre autres :
 - les budgets et comptes prévisionnels annuels avant la fin de l'année précédente ;
 - les programmes pluri-annuels d'action et d'investissement ;
 - le manuel de procédures ;
 - les états financiers de l'agent comptable.
- ✓ la Direction générale
 - La direction de l'agence est placée sous l'autorité d'un Directeur général, choisi parmi les fonctionnaires de la hiérarchie A ou assimilé.
 - Le Directeur général, personne responsable des marchés de l'Agence, assure la bonne marche de l'agence et veille à l'exécution des décisions prises par le conseil de surveillance et par les autorités de tutelle.

4.1.2 LA COMMISSION DES MARCHES DE L'ANRSA

La PRM a procédé à la nomination de la commission des marchés par note de N° 001371/ANRSA/DG/ du 02 Janvier 2014.

La commission des marchés est composée de quatre membres, tous cadres nommés en même temps que leurs suppléants conformément aux dispositions de l'arrêté n° 012786 du 26/12/2012.

4.1.3 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) de l'ANRSA a été instituée par décision N° 001370 DG/ANRSA/ du 02 janvier 2014.

La Cellule comprend deux membres dont un coordonnateur, tous cadres, conformément aux dispositions de l'arrêté n°012787 du 26 décembre 2012.

Les membres de la Commission des Marchés et ceux de la Cellule de passation des marchés ont tous signé la charte d'éthique et de transparence.

4.1.4 PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL

La Cellule de passation des marchés de l'ANRSA n'a pas établi, encore moins transmis le rapport annuel sur les marchés publics, conclus au cours de la gestion 2014, en violation des dispositions de l'article 143 du code des marchés publics.

4.1.5. DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PREPARATION DES MARCHES

4.1.5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)

➤ Rappel de la disposition du CMP (article 6)

« Lors de l'établissement de leur budget, les autorités contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés par catégorie de services et des marchés de travaux, qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés, suivant un modèle type fixé par l'Organe de régulation des marchés publics. ...Les autorités contractantes doivent les communiquer à la Direction chargée du contrôle des marchés publics qui en assure la publication ».....

Le plan de passation de l'ANRSA a été établi conformément au modèle préconisé par l'ARMP et transmis à la DCMP.

L'analyse du PPM fait ressortir une prévision de 23 marchés tous à conclure par DRP. Nous avons noté cependant que seuls treize d'entre eux, pour diverses raisons, ont été passés selon la liste communiquée par la Cellule de passation des marchés, soit 56,5% des prévisions.

4.1.5.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'alinéa 3 de l'article 6 du CMP dispose : « les projets de marchés figurant dans le PPM qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, font l'objet de la publication, par les soins des autorités contractantes, avant la fin du mois de Janvier de l'année prévue pour leur passation d'un avis général établi et publié, selon le modèle arrêté par décision de l'organe chargé de la régulation des marchés publics ».

L'ANRSA a établi et publié un avis général de passation de marchés pour 2014.

4.1.6. ARCHIVAGE DES DOSSIERS

Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'ANRSA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. En effet les pièces relatives à chacun des marchés ne sont mises que dans des sous-chemises sans pour autant être rangées dans des boîtes cartonnées.

4.1.7. AUTRES

- L'ANRSA ne dispose pas de registre des marchés et baux, en violation de l'article 167 du décret n° 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant réglementation générale sur la comptabilité publique.
- Une commission de réception a été mise en place par note de service N° 1369/ANRSA/DG du 02 Janvier 2014.

4.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

4.2.1. ECHANTILLON

Au cours de la gestion 2014, l'Agence nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ANRSA) a conclu treize (13) marchés par la procédure de demande de renseignements et de prix selon la liste communiquée par la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de **165 941 766 F CFA**. Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité en analysant les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière de l'Agence. A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par l'Agence.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur 4 dossiers représentant **52,14%** du montant global des marchés.

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

Mode de passation	ANRSA			
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
DRP	13	165 941 766	04	86 517 600
TOTAL	13	165 941 766	04	86 517 600
Taux de couverture			30,77%	52,14%

4.2.2 RAPPEL DES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES APPLICABLES A L'ENTITE AUDITEE

L'article 53 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics dispose à son alinéa 1 : « Pour l'application des procédures décrites au présent Titre, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprise, pour ce qui concerne les marchés des *Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire, Agences et autres* :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles ».

L'ANRSA est une agence de droit public dotée de la personnalité morale. Il en découle que les seuils définis ci-dessus sont ceux applicables à la passation de ses marchés.

A compter du 22 septembre 2014, les seuils ci-après sont applicables à la passation des marchés de l'ANRSA :

- 100 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR AOO

Aucun marché n'a été passé par appel d'offres.

4.2.3.1 MARCHES > SEUIL DCMP

✓ Rappel de la Disposition réglementaire :

L'arrêté n°012785 du 26 décembre 2012 pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés publics fixe les seuils d'examen préalable des dossiers d'appel à la concurrence par la Direction centrale des Marchés Publics avant le lancement de la procédure notamment à son article 1-d en ce qui concerne les Sociétés nationales, Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire, Agences et autres comme suit :

Pour les marchés des personnes morales visées à l'article 2.1 d :

- quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures ;
- Deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Six cent (600) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

S'agissant des seuils d'examen de la DCMP des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attributions provisoires de marchés établis par les commissions des marchés, l'article 2 de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 les fixe à son article 1.d pour les sociétés nationales et les sociétés à participation publique majoritaire comme suit :

- Deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services ;
- Cent cinquante (150) millions FCFA pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

L'ANRSA n'a conclu en 2014 aucun marché par appel d'offres ouvert dont le Seuil est > au Seuil DCMP. Les seuls marchés qu'elle a conclus pendant cette période l'ont été par la procédure de DRP.

4.2.3.2 MARCHES < SEUIL DCMP

L'ANRSA n'a conclu en 2014 aucun marché par appel d'offres ouvert dont le Seuil est < au Seuil DCMP.

4.2.3.2.1 MARCHES CONCLUS PAR AOR

L'ANRSA n'a conclu en 2014 aucun marché par la procédure d'appel d'offres restreint.

4.2.3.2.2 MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

L'ANRSA n'a conclu en 2014 aucun marché de prestations intellectuelles.

4.2.3.2.3. MARCHES CONCLUS PAR DRP

Notre revue a porté sur (quatre) 4 marchés passés par la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix.

Pour les trois marchés ci-après, en dehors des constats d'ordre général, nous n'avons pas relevé de constats spécifiques. Il s'agit de :

- ✚ MARCHE DRP : travaux d'aménagement d'espace à usage agricole pour un montant de 25 072 640 F CFA ;
- ✚ MARCHE DRP: sélection d'une agence spécialisée en organisation événementielle pour le SARIS d'un montant de 28 827 400 F CFA ;
- ✚ MARCHE DRP : acquisition de serres de culture d'un montant de 24 780 000 F CFA ;

Pour la DRP relative à la fourniture de consommables informatiques pour un montant de 7 837 560 F CFA nous avons relevé la non indication dans le contrat du délai d'exécution.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ANRSA de veiller au respect des dispositions du décret portant CMP et de la circulaire n°04/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 en précisant dans la lettre d'invitation adressée simultanément aux soumissionnaires à consulter, à défaut de cahier des charges allégé :

- l'objet de la consultation,
- la description concise des prestations,
- les spécifications techniques requises,
- les délais de remise des offres et les délais d'exécution.

La lettre d'invitation doit également être accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu les qualifications minimales requises, d'un bordereau des prix et d'un projet de contrat.

4.2.4 MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE

Aucun marché n'a été passé par entente directe par l'ANRSA au cours de la gestion 2014.

4.2.5 AVENANTS

Aucun avenant relatif à ces marchés n'a été conclu par l'ANRSA au cours de la gestion 2014.

4.2.6 EVALUATION DES FRACTIONNEMENTS POTENTIELS (DEMANDES DE COTATIONS, AUTRES ACQUISITIONS)

Aucun cas de fractionnement n'a été constaté.

4.2.7 MARCHES AYANT FAIT L'OBJET D'UN RECOURS AUPRES DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS DE L'ARMP

Aucun marché passé par l'ANRSA n'a fait l'objet de recours en 2014 devant le Comité de Règlement des Différends.

4.3 CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE

Les dossiers de marchés soumis à notre revue renferment toutes les pièces relatives aux paiements :

- PV de réception,
- Situation des crédits,
- Bordereau de livraison,
- Copie chèques de paiement.

4.4 CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)

Dans le cadre de nos travaux notre échantillon a porté sur deux (02) marchés et les principaux constats généraux peuvent être résumés comme suit :

- les spécifications techniques des marchés sont peu détaillées et ne permettent pas une bonne appréciation de la qualité des offres et un suivi technique des travaux;
- la procédure de passation de marché et le choix des candidats n'ont pas respecté les règles d'équité et de transparence ;
- la gestion technique et financière des marchés est déficiente. Les différences notées entre les cadres de devis quantitatifs et les travaux réalisés ne sont pas documentés.

. Les constats spécifiques aux marchés examinés sont détaillés ci-après.

4.4.2.1 – TRAVAUX DE MISE EN VALEUR DE TERRES A USAGE AGRICOLE

4.2.1.1 DONNEES GENERALES

N ^o	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
01		Travaux	25 072 640	Département de Mbour
❖ Fournisseur:		Ets Souleymane Ba		
❖ Financement :				
❖ Date de notification		29 août 2014		
❖ Date d'approbation		01 septembre 2014		
❖ Date démarrage		01 septembre 2014		
❖ Délai d'exécution				
❖ Date de réception définitive		01 octobre 2014		

4.4.2..2- EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur les travaux suivants :

- Forage de trois puits,
- Construction de quatre supports de réservoirs d'eau,
- Construction de quatre bassins de stockage d'eau,
- Aménagement de sites de micro jardinage,
- Construction d'une clôture en barbelés.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- ✚ la lettre d'invitation du 19 août 2014 a été adressée à cinq prestataires pour un dépouillement prévu le 26 août 2014 ;
- ✚ le procès-verbal d'ouverture des offres a constaté la participation des cinq prestataires consultés. Toutes les propositions financières se tiennent dans un intervalle de plus ou moins 6% ;
- ✚ le procès-verbal d'attribution provisoire du 27 août 2014 propose ETS Souleymane BA comme adjudicataire provisoire ;
- ✚ le contrat a été établi le 01 septembre 2014 et le bon de commande adressé au prestataire le 01 septembre 2014 ;

- + la réception définitive des travaux sans réserves a été prononcée par la commission le 01 octobre 2014 ;
- + la facture définitive est émise par le prestataire le 01 octobre 2014 et l'ordre de paiement validé par l'ordonnateur du budget le 01 octobre 2014 ;
- + l'analyse des dossiers techniques et l'inspection visuelle effectuée sur site a permis de faire les observations suivantes :

➤ La DRP porte sur des travaux d'une certaine complexité technique :

- forage de puits de 10 ml environ avec une margelle de 1 ml de hauteur ;
- déboisement et désherbage de 1,5 Ha de terrain ;
- construction de 04 bassins de stockage d'eau de 5 m³
- construction de support de réservoir d'eau (2mx2,5m) H :5ml avec échelle en fer ;
- construction de 04 salles de stockage de matériel (2,5mx2,5 ml avec porte en fer de 80 cmx2,10 ;
- installation complète du système d'arrosage (matériel y compris) + station de fertilisation avec injecteur d'engrais+1 robinet de puisage ;
- clôture d'un terrain de 500 ml de périmètre (170 poteaux en béton 1500 ml de fil barbelé pour trois rangés + main d'œuvre) ;
- etc..

Cependant la DRP ne comporte aucune prescription technique sur les travaux à faire.

- Au niveau du mur de clôture : la localisation, la hauteur et le nombre de rangées de barbelées ne sont pas précisés. Les dimensions des 170 poteaux en béton du mur ne sont pas données dans le dossier. L'espacement des poteaux n'est pas indiqué.
- Les bassins de stockage : le matériau de construction des bassins (en béton armé ou en maçonnerie) n'est pas indiqué. Les performances mécaniques des matériaux ne sont pas précisées.

Salle de stockage et support de réservoir : l'inspection visuelle sur site montre en fait que la salle de stockage et le support de réservoir constituent un seul élément. Un mur en maçonnerie entre les poteaux en bétons armé du support permet de délimiter une salle de stockage avec une porte métallique. La demande de renseignement et de prix ne permet pas de faire cette différence et de donner ainsi des informations sur les économies en fondation et structure qui peuvent être réalisées.

- La nature de la structure, la section minimale et les conditions d'ancrage des poteaux des aires de pépinières de 20 m² ne sont pas indiquées.
- Le délai d'exécution n'est pas précisé dans la DRP et dans le contrat. Cependant tous les travaux ont été achevés, réceptionnés et mandatés dans un délai de moins d'un mois. L'ordonnancement des différentes phases de construction d'une structure en béton permet difficilement en l'absence

d'adjuvants de réaliser ces travaux dans les quatre différents sites en un mois en tenant compte du temps de murissement du béton avant décoffrage et passage d'une phase à une autre.

- L'examen de l'offre financière des ETS SOULEYMANE Ba montre que sa proposition n'est pas conforme au cadre du devis quantitatif :
 - construction de support de réservoir d'eau (2mx2,5m) H :5ml avec échelle en fer : **quantité proposée 03 au lieu de 04. Soit une plus-value de 841 000 FCFA HTVA.**
 - Construction de salles de stockage de matériel (2,5mx2,5 ml avec porte en fer de 80 cmx2,10 : **quantité proposée 03 au lieu de 04. Soit une plus value de 590 000 FCFA HTVA.**

Après redressement de son offre on note une plus-value de 1 431 000 F CFA HTVA soit 1 688 580 F CFA TTC. Son offre corrigée est de 26 761 220 F CFA TTC.

L'offre financière des ETS Souleymane BA est la plus élevée des propositions reçues.

- La hauteur des margelles réalisées pour protéger les puits (10 ml de profondeur) dans les trois sites sont inférieurs au 1 ml précisé dans le cadre du devis : au niveau de Thiadiaye la hauteur est de 75 cm. De ce point de vue l'ouvrage n'est pas conforme aux exigences de sécurité pour les utilisateurs.
- Les surfaces des aires de pépinières sur sites font moins de 10 m² au lieu des 20 m² du cadre de devis quantitatif. Les structures de ces aires sont sommaires et sont déjà toutes en état de dégradation.
- Compte tenu des conditions d'environnement du site, le puits réalisé à Mbodiène n'est pas fonctionnel et l'absence d'eau rend difficile le fonctionnement des installations réalisées.
- Le matériel de micro jardinage livré à Joal est fonctionnel et bien apprécié par les bénéficiaires.
- Le procès-verbal de réception des travaux est signé sans aucune réserve.

4.2.1.3-RECOMMANDATIONS

- Compte tenu du niveau de complexité des travaux, l'ANRSA doit se rapprocher des services techniques compétents de l'Etat pour un appui dans la préparation de marchés ;
- S'assurer de l'appui de personnes compétentes dans l'évaluation des offres, le suivi et la réception des travaux ;
- Améliorer les conditions de sécurité au niveau des puits par un rehaussement des margelles ;
- Prévoir pour les marchés de travaux un délai de garantie ;
- Prévoir un programme de formation dans la passation des marchés pour un plus grand respect des procédures et des règles d'équité et de transparence.

4.2.1.4- ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



**Hauteur de margelle de moins de 70 cm
(1 ml au moins recommandé)**



Support de réservoir + salle de stockage



Puit à Mbodiène non fonctionnel



**Aire de pépinière réalisée de moins de 10 m²
Structure précaire**

4.4.23 ACQUISITION DE SERRES DE CULTURES.

4.4.2.3.1 DONNEES GENERALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
02		Fournitures	24 780 000	
❖ Consultant		E.G.C.B.S.A.R.L		
❖ Financement :				
❖ Date de notification		04 mars 2014		
❖ Date d’approbation		27 juin 2014		
❖ Date démarrage				
❖ Délai d’exécution				
❖ Date de réception		25 juillet 2014		

4.2.2.2- EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur la fourniture de six serres composées de 06 charpentes métalliques et de 06 filets de couverture.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- ✚ la lettre d'invitation du 19 février 2014 a été adressée à cinq prestataires pour un dépouillement prévu le 26 février 2014 ;
- ✚ le procès-verbal d'ouverture des offres du 26 février 2014 a constaté la participation des cinq prestataires consultés ;
- ✚ le procès verbal d'attribution provisoire du 28 février 2014 propose la société E.G.C.B.SARL moins disante comme adjudicataire provisoire ;
- ✚ le procès verbal d'attribution définitive du 03 mars 2014 signé par le DG confirme le choix de la commission des marchés ;
- ✚ le bon de commande a été adressé au prestataire le 27 juin 2014 ;
- ✚ la réception du matériel a été prononcée le 25 juillet 2014 ;
- ✚ l'ordre de paiement établi par l'ordonnateur du budget le 28 juillet 2014.

L'analyse des dossiers techniques et l'inspection du matériel ont permis de faire les observations suivantes :

- ✚ les spécifications techniques du matériel sont assez détaillées avec une description de la structure métallique : nature du matériau, section des tubes, dimensions de la charpente. La nature du filet n'est pas précisée. La DRP recommande seulement un « filet de bonne qualité » sans autre précision ;
- ✚ le délai de la procédure de passation de marché et de commande est long : quatre mois se sont écoulés entre l'ouverture des offres et la signature du contrat ;
- ✚ tous les devis estimatifs des candidats ne sont pas conformes au cadre du devis quantitatif de la DRP. L'analyse des devis montre cependant des similitudes dans la formulation :
 - Tube galva lourd de diamètre 32 : cette dimension n'est pas prévue par le cadre du devis et est reprise pour tous les cinq soumissionnaires avec la mention « lourd » pourtant non indiquée dans le cadre.
 - Les sections proposées ne sont pas conformes au cadre du devis quantitatif et sont pourtant identiques en termes de dénomination et de quantités.
Toutes les propositions sont relatives à une quantité de 140 (pourtant non indiquée dans le cadre). Cette quantité n'est pas justifiée au regard du cadre du devis.
 - Quatre soumissionnaires présentent la même erreur au niveau du poste « Disque a coupé » qui ne figure pourtant pas dans le cadre du devis.
 - le nombre de boulons baguettes à souder et celui de disques est le même pour les cinq soumissionnaires ; Ce nombre peut varier d'un soumissionnaire à un autre et n'est pas précisé dans la DRP.
 - Toutes les propositions financières reçues laissent apparaître une décomposition de prix en coûts de mains d'œuvre pour les Tapissiers et Menuisier. Cette proposition singulière en principe n'est pas prévue par le cadre du devis quantitatif.
 - le remplacement de l'intitulé « filet de protection » par le terme tissu à gaz est générale à l'exception d'un soumissionnaire qui a préféré le terme « gaz à tissu ».
- ✚ Le tube galva lourd diamètre 32 n'est pas effectivement livré sur site. Un diamètre inférieur a été mis en œuvre.
- ✚ Les conditions de transparence de ce marché ne sont pas garanties.

4.2.2.3-RECOMMANDATIONS

- ✚ Prévoir un programme de formation dans la passation des marchés pour un plus grand respect des procédures et des règles d'équité et de transparence.
- ✚ S'assurer de l'appui de personnes compétentes dans le suivi et la réception des travaux.

4.4.2.3.2-ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Serres avec filet de protection



Structure en tube galva de diamètre inférieur à 32

4.5 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS DE LA REVUE

SYNTHESE DES OBSERVATIONS ET DES RECOMMANDATIONS

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	Personne Responsable
la cellule de passation des marchés n'a ni établi ni transmis la DCMP et à l'ARMP le rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés en 2013 et en 2014.	Veiller au respect de l' article 143 du CMP	CPM
Au regard des pièces classées dans le dossier de marché, les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP	Veiller aux dispositions de l'article 83.3 du décret portant CMP	CPM
L'absence de transmission à la DCMP, des procès-verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics	Publier les avis d'attribution des marchés passés par DRP dans le site des marchés publics en application des dispositions de l'article 78.b3 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code marchés publics.	CPM
L'ANRSA ne tient pas un registre des marchés, en violation de l'article 167 du décret 2011-1880 du 24 Novembre 2011 portant Réglementation sur la comptabilité publique et/ou des dispositions de l'OHADA y relatives.	Nous vous recommandons d'instaurer un registre des marchés et baux côté et paraphé en application des dispositions ci-contre	service de la comptabilité/CPM
La comptabilité des matières est à l'état embryonnaire, le comptable des matières ne tenant que des fiches d'entrée et de sortie.	Nous vous recommandons de veiller à l'application des dispositions du décret 2007-0434 du 25 Mars 2007 relatif à la Comptabilité des Matières et aussi vous rapprocher de la DMTA du MEF.	Comptable des matières
L'évaluation des offres était très sommaire et ne consistait qu'en une comparaison des prix.	Evaluer les offres des soumissionnaires sur la base des seuls critères préalablement définis dans le dossier d'appel à la concurrence et veiller à une plus grande précision de la définition des besoins conformément aux dispositions des articles 59 et 70 du CMP.	CM/CPM
L'archivage des dossiers de marchés est à l'état embryonnaire.	Nous vous recommandons de mettre l'ensemble des pièces de chaque marché dans une même liasse et de leur affecter un local spécialement dédié à cet effet. Nous vous recommandons aussi de vous inspirer du manuel de classement et d'archivage élaboré par l'ARMP et disponible sur le site des marchés publics.	CPM CM/CPM

4.6 SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Les marchés de l' Agence n' ont pas été audités antérieurement.

5. STATISTIQUES DES ANOMALIES

5.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	Total anomalies	Total marchés revus	Statistique des anomalies
Au regard des pièces classées dans le dossier de marché, les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.	1	1	1	1	4	4	100%
L'absence de transmission à la DCMP, des procès verbaux d'attribution des marchés passés par DRP et ayant atteint le seuil fixé par la réglementation, aux fins de publication sur le site des marchés publics.	1	1	1	1	4	4	100%
Un des membres de la Cellule participe aux travaux d'évaluation et signe le rapport d'évaluation.	1	1	1	1	4	4	100%
Aucun document pouvant attester de la capacité juridique, technique et financière des différents soumissionnaires n'a été demandé aux candidats, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2, qui stipulent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation.	1	1	1	1	4	4	100%
L'évaluation des offres était très sommaire et ne consistait qu'en une comparaison des prix.	1	1	1	1	4	4	100%

6. ANNEXES

6.1	REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP.....	41
6.2	OBSERVATIONS DE GRANT THORNTON SUR LES COMMENTAIRES DE L'ANRSA SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE	50
6.3	REPONSES DE L'ANRSA SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE	52

6.1 REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

✚ MARCHE DRP DE FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La DRP est relative à l'acquisition de consommables informatiques pour un montant de 7 837 560 F CFA.

DONNEES DU MARCHE

GENERAL	
Financement:	Fonds propres
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence nationale de la Recherche scientifique appliquée
3. Intitulé du marché	Acquisition de consommables informatiques
4. Numéro du marché	Sans
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition de consommables informatiques
6. Nom de l'attributaire du marché	CAP BUSINESS GROUP6SARL
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	Lettre d'invitation 1387 du 20 Janvier 2014
10. Date ouverture des plis	24/01/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	20/06/2014
12. Date de publication des résultats	Non indiquée
13. Date Ordre de service de commencer	20/06/2014
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	Non indiqué
16. Date de réception	09/07/2014
17. Montant du marché	7 837 560 F CFA
18. Montant du Budget	Non indiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON CONFORMITE

Notre revue nous a permis de faire les constats suivants :

- le PV d'attribution du marché, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché n'ont pas été communiqués à la DCMP aux fins de statistiques et de publication sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- il s'est écoulé un temps anormalement long entre la date d'approbation 20 juin 2014 et celle de la réception 09 juillet 2015 ;
- le contrat n'a pas fixé un délai d'exécution ;
- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre, en violation des dispositions de l'article 83.3 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011.

RECOMMANDATIONS :

Nous recommandons à l'ANRSA de veiller à l'application rigoureuse des dispositions du Code des marchés publics.

CONCLUSION

La procédure de passation et d'exécution de ce marché est globalement conforme aux dispositions du décret portant CMP.

**MARCHE DRP : TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'ESPACE A USAGE AGRICOLE POUR
UN MONTANT DE 25 072 640 FRS CFA**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La DRP est relative aux Travaux d'aménagement d'espace à usage agricole pour un montant de 25 072 640 F CFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

Financement:	Fonds propres
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence nationale de la Recherche scientifique appliquée
3. Intitulé du marché	Travaux de mise en valeur de périmètres agricoles
4. Numéro du marché	
5. Description des biens, travaux ou service	Travaux de mise en valeur de périmètres agricoles
6. Nom de l'attributaire du marché	CAP BUSINESS GROUP6SARL
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	Lettre d'invitation N° 1817 DU 19 Août 2014
10.Date ouverture des plis	26/08/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	01/09/2014
12. Date de publication des résultats	Non indiquée
13. Date Ordre de service de commencer	20/09/2014
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	Non indiqué
16. Date de réception	01/10/2014
17. Montant du marché	25 072 640 F CFA
18. Montant du Budget	Non indiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON CONFORMITES

Notre revue nous a permis de faire les constats suivants :

- le PV d'attribution du marché, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché n'ont pas été communiqués à la DCMP aux fins de statistiques et de publication sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre, en violation des dispositions de l'article 83.3 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011.

RECOMMANDATIONS :

Nous vous recommandons de veiller à l'application rigoureuse des dispositions du code des marchés publics.

CONCLUSION

La procédure de passation et d'exécution de ce marché est globalement conforme aux dispositions du décret portant CMP.

**MARCHE DRP: SELECTION D'UNE AGENCE SPECIALISEE EN ORGANISATION
EVENEMENTIELLE POUR LE SARIS D'UN MONTANT DE 28 827 400 FRs CFA**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La DRP est relative à la sélection d'une agence spécialisée en organisation événementielle pour le SARIS d'un montant de 28 827 400 F CFA.

DONNEES DU MARCHE

Financement:	Fonds propres
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence nationale de la Recherche scientifique appliquée
3. Intitulé du marché	Organisation du Salon africain de la recherche et des innovations (SARIS)
4. Numéro du marché	Sans
5. Description des biens, travaux ou service	Organisation du salon africain de la recherche et des innovations (SARIS)
6. Nom de l'attributaire du marché	AMETRADE WEST AFRICA
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	19/03/2014
10.Date ouverture des plis	25/03/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	27/06/2014
12. Date de publication des résultats	Non indiquée
13. Date Ordre de service de commencer	27/06/2014
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	Non indiqué
16. Date de réception	NA Certificat administratif du 07 AVRIL 2014
17. Montant du marché	28 827 400 F CFA
18. Montant du Budget	Non indiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON CONFORMITES

Notre revue nous a permis de faire les constats suivants :

- le PV d'attribution du marché, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché n'ont pas été communiqués à la DCMP aux fins de statistiques et de publication sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- l'attribution a été basée uniquement sur le prix malgré l'existence de critères dans les termes de référence ;
- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre, en violation des dispositions de l'article 83.3 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011.

RECOMMANDATIONS :

Nous vous recommandons de veiller à l'application rigoureuse des dispositions du code des marchés publics.

CONCLUSION

La procédure de passation et d'exécution de ce marché est globalement conforme aux dispositions du décret portant CMP.

MARCHE DRP : ACQUISITION DE SERRES DE CULTURE (MATÉRIEL ET OUTILLAGE AGRICOLES) D'UN MONTANT DE 24 780 000

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

La DRP est relative à l'acquisition de serres de culture (Matériel et outillage agricoles) d'un montant de 24 780 000 F CFA.

DONNEES DU MARCHE

Financement:	Fonds propres
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence nationale de la Recherche scientifique appliquée
3. Intitulé du marché	Acquisition Matériel et outillage agricole
4. Numéro du marché	Sans
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition Matériel et outillage agricole
6. Nom de l'attributaire du marché	E G C B
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix	19/02/2014
10.Date ouverture des plis	26/02/2014
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	27/06/2014
12. Date de publication des résultats	Non indiquée
13. Date Ordre de service de commencer	27/06/2014
14. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
15. Délai d'exécution	Non indiqué
16. Date de réception	25/07/2014
17. Montant du marché	24 780 000 F CFA
18. Montant du Budget	Non indiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON CONFORMITES

Notre revue nous a permis de faire les constats suivants :

- le PV d'attribution du marché, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché n'ont pas été communiqués à la DCMP aux fins de statistiques et de publication sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre, en violation des dispositions de l'article 83.3 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011.

RECOMMANDATIONS :

Nous vous recommandons de veiller à l'application rigoureuse des dispositions du Code des marchés publics.

CONCLUSION

La procédure de passation et d'exécution de ce marché est globalement conforme aux dispositions du décret portant CMP.

6.2 OBSERVATIONS DE GRANT THORNTON SUR LES COMMENTAIRES DE L' ANRSA SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE

**A Monsieur le Directeur Général de
L'Agence Nationale de la recherche Scientifiques
Appliquées (ANRSA)
Dakar**

Vos Référence : N/L du 17 Avril 2015-08-26

N/Réf : 0538/2015/MG/BND/RC

Objet : revue indépendante des marchés en 2014 par les autorités contractantes du Groupe II

Monsieur le Directeur Général,

Nous accusons réception de votre lettre citée en référence par laquelle vous nous transmettez vos observations sur le rapport provisoire des marchés conclus par l'ANRSA en 2014 et vous en remercions.

Toutefois, nous avons tenu compte dans le rapport définitif des justificatifs donnés relativement à la date de réception du marché de consommables informatiques (9 Juillet 2014 au lieu de 9 Juillet 2015).

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente et vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



6.3 REPONSES DE L'ANRSA SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi



**Ministère de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche**

Agence Nationale de la Recherche
Scientifique Appliquée

Le Directeur Général

N° **000355** **ANRSA/DG/bdt**

Dakar **12.5 AOÛT 2015**

Courrier Arrivée
Le, 25/08/2015
N° 309

Objet : rapport provisoire

Réf : VL datée du 17 août 2015

Monsieur Gaye,

J'accuse réception de votre correspondance sus référencée par laquelle vous nous transmettez le rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes, au titre de la gestion 2014 de l'Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée.

Nous prenons acte de l'ensemble des observations et recommandations que vous avez formulées et en tiendrons compte pour améliorer la qualité de notre gestion que nous voulons transparente, efficiente et irréprochable. D'ailleurs certaines d'entre elles sont déjà prises en compte dans la gestion en cours.

Par ailleurs, concernant le marché de consommables informatiques, je voudrais préciser que la réception a été effectuée le 9 juillet 2014 au lieu du 9 juillet 2015 comme indiqué dans le rapport (cf. documents joint).

Je vous prie d'agréer, **Monsieur Gaye**, l'assurance de ma considération distinguée.

Pi : - bordereau de livraison

- Pv de réception

Monsieur Mansour GAYE

Cabinet Grant Thornton

2, Place de l'Indépendance, Immeuble SDIH

= DAKAR =

Le Directeur Général p.i.
DIRECTEUR GENERAL
Abdoulaymane TAMBA

AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUÉE – Avenue cheikh Anta DIOP -Sicap Point E
immeuble D 2° étage – DAKAR (Sénégal) –BP 5356 /Dakar-Fann –Tél.33.859.43.70 / Fax : 824.16.57- Email :
dg@aresa.sn

Arrêté le présent P.V à (222) Unités que nous certifions réceptionnés

Le Président



Idrissa A. Y. SAGNA

les Membres



Idrissa NDIAYE

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Modelé N° 3

Art 2b, 7b, 7c, 19b

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

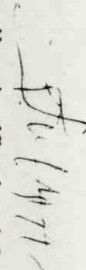
SERVICE ou ETABLISSEMENT

Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée

PROCES – VERBAL DE RECEPTION

Date de réception : 9 juillet 2014

Eugène Philippe DIOH



Énumération des pièces justificatives jointes (1)

- Facture définitive n° 005 du 9 juillet 2014
- Bordereau de livraison du 9 juillet 2014

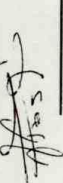
Noms et qualités du Fournisseur

CAP BUSINESS GROUP - sarl
Rue 11 x 12 - Médina

DAKAR

Noms et qualités des membres de la commission :

Idrissa A. Y. SAGNA, Président



Idrissa NDIAYE , Membre



Eugène Philippe DIOH, Membre





CAP BUSINESS GROUP SARL

Burdereau

DAKAR LE 09 JUILLET 2014

Doit / AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APLIQUEE

Consommables informatiques/LOT N°2

Désignation	Qté
Cartouches HP 129 noir	8
Cartouches HP 135 couleur	15
Cartouches 61 noir	20
Cartouches 61 couleur	20
Cartouches HP 901 noir	30
Cartouches HP 901 couleur	30
Cartouches Q6000A	12
Cartouches Q6001A	10
Cartouches Q 6002A	10
Cartouches Q6003A	10
Cartouches Laser jet 320A	5
Cartouches Laser jet 321A	5
Cartouches Laser jet 322A	5
Cartouches Laser jet 323A	5
Cartouches Laser jet 740A	1
Cartouches Laser jet 741A	1
Cartouches Laser jet 742A	1
Cartouches Laser jet 743A	1
Cartouches Laser jet 410A	5
Cartouches Laser jet 411A	5
Cartouches Laser jet 412A	5
Cartouches Laser jet 413A	4
Encre tonner photocopieur 2422/2420	7
Encre tonner photocopieur 2018/2020	7

noté blo



Reçu le 09/07/2014

[Signature]

Rue 11 x 12 Médina NINEA : 0048503102A2 RC : SN DKR2013B11762
Compte bancaire n°80074370009 Tél. : 77515 62 79 / 77543 81 50
Email : capgroup10@yahoo.fr